CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.1086
31 janvier 2008

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA MILLE QUATRE-VINGT-SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 31 janvier 2008, à 10 h 25

Président: M. Samir LABIDI (Tunisie)

Le PRÉSIDENT: Je déclare ouverte la 1086^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Nous voilà réunis à nouveau en séance plénière pour continuer nos travaux après avoir présenté à notre dernière rencontre le calendrier d'activités et entendu un certain nombre de déclarations générales.

Puisque toutes les délégations sont prêtes à poursuivre nos travaux de manière structurée dans le cadre de débats ouverts et consensuels au sein de la Conférence, je voudrais rappeler encore une fois que nous tenons à ce que ce calendrier de travail soit aussi efficace que souple et permette de tenir compte de notre engagement à avancer dans notre travail en fonction des priorités de la Conférence et des demandes des différentes parties. Ainsi, notre calendrier est un emploi du temps indicatif qui peut être adapté au fur et à mesure de l'évolution de nos travaux et en fonction de toute demande pertinente des délégations auxquelles la présidence demeure tout à fait ouverte. Ce calendrier d'activités est bien évidemment sujet à certaines retouches qui dépendront de nos consultations sur le programme de travail. Ces consultations doivent être poursuivies notamment pour choisir les coordonnateurs qui conviendront le mieux sur les différents thèmes débattus au sein de la Conférence du désarmement. Je vous tiendrai au courant le moment venu. La bonne marche de nos travaux, à laquelle nous tenons vivement, amènera la présidence à vous contacter pour poursuivre ses consultations avec les délégations et les groupes régionaux. Dans les prochains jours, la Conférence du désarmement aura aussi l'honneur de recevoir des invités de haut niveau qui viendront s'adresser à notre assemblée. La présidence se félicite d'une telle initiative, qui conforte nos travaux. Elle tient à rappeler qu'elle est ouverte à toute disposition jugée opportune par les délégations des pays d'où viennent nos invités pour organiser au mieux ces importantes visites ainsi qu'aux dispositions qu'elles jugent utiles en ce qui concerne notamment les éventuelles prises de parole, comme à l'accoutumée. La présidence, en coopération avec le secrétariat, tiendra les délégations informées en temps opportun des dispositions relatives à ces visites. Aujourd'hui, sont inscrits sur la liste des orateurs pour la séance plénière l'Argentine, la République arabe syrienne, la Colombie, le Maroc et le Mexique.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant de l'Argentine qui va parler au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de Cuba, de l'Équateur, du Mexique, du Pérou et du Venezuela.

M. MARTÍNEZ GONDRA (Argentine) (parle en espagnol): Je prends la parole au nom des pays d'Amérique latine membres de la Conférence du désarmement, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, Cuba, l'Équateur, le Mexique, le Pérou et le Venezuela, et aussi au nom des pays observateurs ci-après: Costa Rica, Guatemala et République dominicaine.

Tout d'abord, Monsieur le Président, nous tenons à vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence, à vous remercier des efforts que vous avez faits durant l'intersession et à vous assurer de l'appui indéfectible de nos délégations dans le travail qui, nous l'espérons, sera entrepris au cours des séances à venir.

Permettez-nous également, par votre intermédiaire, de remercier le Ministre des affaires étrangères de la Tunisie de sa présence lors de la récente séance inaugurale de la session de la Conférence du désarmement. Par sa participation, il a témoigné de l'importance que son pays

(M. Martínez Gondra, Argentine)

attachait à cette instance et souligné la nécessité de pouvoir compter sur le dynamisme et la volonté politique des membres comme principal élément du renouveau de l'activité de cette instance.

En deuxième lieu, nous tenons à saluer la présence de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui a pris la parole devant la Conférence du désarmement pour la première fois en séance inaugurale. Dans son message adressé aux États membres, la plus haute autorité des Nations Unies affirmait sans ambiguïté que nous avons aujourd'hui une occasion historique de commencer un travail de fond sur la base des résultats positifs de 2007 et 2006.

Depuis dix ans, faute de consensus, la Conférence du désarmement n'a pas été en mesure de se doter d'un programme de travail, et les membres ont jugé nécessaire de créer des mécanismes novateurs qui ont permis de faire quelques progrès sur la procédure et sur le fond. Tel fut notamment le cas de la plate-forme présidentielle créée en 2006, qui a permis d'assurer la continuité de nos travaux pendant trois sessions. Par la suite, en 2007, grâce à un calendrier de réunions prédéfini et à la désignation de coordonnateurs pour les sept points de l'ordre du jour, nous avons pu faire progresser nos discussions de fond, avec la participation d'experts techniques. Nous remercions une nouvelle fois les coordonnateurs pour la qualité de leur travail.

Ces discussions ont abouti à la présentation du projet de décision du Président L.1, qui a par la suite été complété par les documents CRP.5 et CRP.6. Ces documents suggèrent une façon de traiter les sujets considérés comme prioritaires. Nous exprimons une nouvelle fois notre gratitude aux six Présidents de 2007 pour le dévouement et la détermination dont ils ont fait montre dans le cadre des efforts faits pour donner une impulsion nouvelle à la Conférence.

Cet ensemble de propositions a recueilli l'appui de la majorité des États membres de la Conférence du désarmement, et nous estimons qu'il pourrait constituer un bon point de départ pour des consultations en vue de l'adoption d'un programme de travail pour la présente session. Nous tenons aussi à souligner que le rapport de la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale des Nations Unies, adopté le 13 septembre dernier, nous apparaît comme essentiel dans la perspective de donner effet à l'engagement des États membres visant à prendre en compte les propositions, les idées et les points de vue présentés jusque-là pour guider nos travaux en 2008.

Dans ce contexte, nous réaffirmons que la Conférence doit, de toute urgence, adopter un programme de travail dans le but de reprendre ses travaux et d'assumer à nouveau ses responsabilités en tant qu'instance de négociation sur le désarmement. Nous sommes convaincus que l'expérience, la volonté et la détermination des délégations qui constituent la plate-forme présidentielle pour 2008 nous permettront à nouveau d'atteindre des résultats positifs. Avec la présence du Venezuela au sein de ladite plate-forme, les pays qui ont signé cette déclaration s'engagent à coopérer pleinement à la réalisation de ces tâches.

Nous tenons en outre à saluer, par votre intermédiaire, la proposition de calendrier d'activités et la désignation de coordonnateurs pour les sept points de l'ordre du jour chargés de diriger nos travaux durant les séances à venir.

(M. Martínez Gondra, Argentine)

Notre région sera représentée par le Chili, qui sera chargé de la coordination pour le thème essentiel du désarmement nucléaire. Nous espérons, là encore, que ce travail nous permettra de développer le dialogue entre les délégations, et réaffirmons l'importance que revêt cette unique instance de négociation dans le domaine du désarmement.

Notre région a souligné l'importance qu'il convenait d'accorder au désarmement nucléaire dans les travaux de la Conférence du désarmement. La création de la première zone habitée exempte d'armes nucléaires, par l'adoption du Traité de Tlatelolco, a confirmé cette conviction des États d'Amérique latine et des Caraïbes. La conclusion d'un traité multilatéral et non discriminatoire visant à interdire la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires constituerait la prochaine étape logique dans le renforcement du régime de désarmement et de non-prolifération. En particulier, elle représentera une mesure concrète vers le renouvellement de l'engagement des États dotés d'armes nucléaires parties au Traité de non-prolifération au respect des obligations découlant de l'article VI.

Dans peu de temps, la deuxième réunion du Comité préparatoire à la Conférence d'examen du TNP de 2010 aura lieu à Genève. Si la Conférence parvient à progresser sur le fond sur les questions de désarmement et de non-prolifération nucléaires, elle adressera un signal fort tendant à montrer qu'une nouvelle impulsion a été donnée au régime existant. Ce signal prendra la forme d'une garantie véritable une fois que le traité en question sera devenu pleinement universel et que toutes ses dispositions seront pleinement respectées.

Comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'ONU lors de la récente séance inaugurale, la mise en train rapide de négociations sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles aux fins de la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires ne diminue en rien la nécessité de traiter les trois autres points que les délégations jugent prioritaires, à savoir la prévention d'une course aux armements dans l'espace, les garanties de sécurité négatives et le désarmement nucléaire. Au contraire, dans un esprit de souplesse, nous réaffirmons notre appui à toutes formules novatrices susceptibles de relancer nos travaux de façon réaliste, objective et équilibrée. Dans ce contexte, nous demeurons tous disposés à expérimenter de nouveaux mécanismes destinés à prolonger nos échanges et à élaborer de nouvelles solutions consensuelles, qui traduiront les progrès réalisés en mesures officielles en vue de l'adoption d'un programme de travail pour la Conférence du désarmement, dans la perspective de conclure de nouveaux instruments de désarmement et de non-prolifération.

Nous tenons par conséquent à réaffirmer notre désir d'examiner les initiatives proposées par les États pour chacune des questions considérées comme prioritaires. À ce stade, il serait particulièrement utile de reprendre des propositions concrètes concernant le désarmement nucléaire, la prévention d'une course aux armements dans l'espace ou les garanties de sécurité négatives, parallèlement à l'impulsion donnée à de possibles négociations sur un accord concernant la question des matières fissiles, négociations dans le cadre desquelles il conviendra de prendre dûment en compte les préoccupations de tous les États eu égard à la vérification et aux stocks existants.

Il est à noter que, depuis quelques années, nous prenons régulièrement la parole au cours des toutes premières séances de la Conférence du désarmement pour réaffirmer notre désir

(M. Martínez Gondra, Argentine)

d'engager des négociations de fond. Cette régularité pourrait nous décourager face à l'obligation qui est la nôtre de tout faire pour stimuler les instances de désarmement existantes. Pourtant, les pays qui ont signé cette déclaration ont choisi de demeurer fermes dans leur conviction que la volonté politique des États membres permettra de renforcer le multilatéralisme et, plus particulièrement, l'ONU, en tant qu'instrument efficace pour renforcer la paix et la sécurité internationales.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de l'Argentine pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence.

(L'orateur poursuit en arabe)

Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la République arabe syrienne.

M. HAMOUI (République arabe syrienne) (parle en arabe): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence. Je vous félicite également d'avoir conduit la Conférence vers l'adoption de son ordre du jour, et salue le dynamisme dont vous faites preuve dans la conduite de nos débats. Soyez assuré que la délégation syrienne coopérera sincèrement et en toute transparence avec vous et avec les autres Présidents de la Conférence pour 2008.

Je souhaite en outre, à cette occasion, souscrire à la déclaration faite le 29 janvier dernier par S. E. l'Ambassadeur de Sri Lanka, Président du Groupe des 21.

Monsieur le Président, le succès que vous avez remporté en désignant des nouveaux coordonnateurs pour les sept points de l'ordre du jour appelle toute notre admiration et tous nos remerciements. Cette fois, la composition du groupe des coordonnateurs traduit une prise en compte rigoureuse de la répartition géographique. Nous félicitons les nouveaux coordonnateurs de la confiance dont ils ont fait l'objet et leur souhaitons le plein succès. Nous répétons ce que vous avez dit dans votre déclaration du 29 janvier concernant la nécessité de respecter les mandats impartis aux coordonnateurs.

La Conférence du désarmement a atteint des résultats intéressants l'année dernière, grâce à la coopération entre ses six Présidents et à celle des membres, qui ont fait preuve de souplesse, aux efforts de son Secrétaire général, l'Ambassadeur Sergei Ordzhonikidze, et au savoir-faire de son secrétariat. Nous sommes favorables à l'ouverture immédiate de négociations sur l'adoption, par consensus, d'un programme de travail équilibré acceptable par tous, répondant aux préoccupations de tous et tirant parti des résultats atteints jusqu'à présent.

Nous considérons que le désarmement et la non-prolifération nucléaires doivent figurer en tête de nos priorités, compte tenu des dangers que les armes nucléaires représentent pour l'humanité entière. Quatre questions fondamentales doivent être traitées de façon équilibrée et équitable.

À ce stade, j'aimerais rappeler qu'en 1998, la Conférence du désarmement est parvenue à un consensus sur l'ouverture de négociations sur deux des quatre questions centrales, à savoir les

(M. Hamoui, République arabe syrienne)

garanties de sécurité négatives et la non-prolifération des matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes nucléaires.

Ma délégation se réserve le droit de revenir sur la question du programme de travail lors d'une prochaine séance. Toutefois, avant de conclure, j'appelle votre attention, et aussi votre prudence, concernant la mauvaise volonté manifestée le 29 janvier par une délégation qui a tenté d'utiliser cette importante instance pour soulever des questions politiques qui n'y ont pas leur place.

La politisation des travaux de la Conférence du désarmement ne fera qu'exacerber les tensions et la discorde, une chose dont elle pourrait se passer.

Cette tentative de déstabilisation des travaux de la Conférence est le fait d'un État qui est membre de cette instance, possède des centaines d'ogives nucléaires et s'efforce secrètement de saboter la Conférence aux seules fins de poursuivre le développement de son propre arsenal nucléaire. Cet État refuse de soumettre ses installations à la surveillance internationale. Il est le seul État du Moyen-Orient qui refuse d'adhérer au Traité de non-prolifération, et il élimine ses déchets nucléaires dans le Golan syrien occupé. Le monde entier sait qu'il se livre ouvertement et publiquement au terrorisme d'État. Ses manœuvres ne feront que susciter un climat de récriminations mutuelles à la Conférence, exacerbant les tensions, provoquant l'intransigeance et gaspillant le temps imparti à nos séances et à nos discussions. Un État qui pratique le terrorisme d'État ne saurait être à l'origine de l'échec de la Conférence. Nous devons tous résister aux manœuvres qu'il entreprend pour politiser la Conférence, saboter ses travaux et créer en son sein des frictions qui l'empêcheront de mener à bien ses tâches.

Le PRÉSIDENT (parle en arabe): Je remercie S. E. le distingué Ambassadeur de la République arabe syrienne de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence.

(L'orateur poursuit en français.)

Je donne maintenant la parole à la distinguée représentante de la Colombie.

M^{me} FORERO UCROS (Colombie) (parle en espagnol): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi, au nom de ma délégation, de vous dire que nous nous réjouissons de vous voir diriger nos travaux et de vous assurer que vous pouvez compter sur notre indéfectible appui. Nous vous sommes reconnaissants de la proposition d'ordre du jour que vous avez soumise à la Conférence pour sa session de 2008. Nous appuierons aussi les mesures que seront amenés à prendre les futurs présidents dans l'accomplissement de leurs tâches pour nous permettre de trouver des solutions pour sortir de l'impasse actuelle.

Ma délégation souscrit pleinement à la déclaration faite il y a quelques minutes par la délégation argentine. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes continueront à travailler ensemble en vue de contribuer positivement et activement aux travaux de la Conférence. Nous notons aussi avec satisfaction la présence d'un pays d'Amérique latine, le Venezuela, au sein

(M. Ferero Ucross, Colombie)

de la plate-forme présidentielle, et celle du Chili au sein du groupe des coordonnateurs. Nous les appuierons également dans leurs travaux.

Permettez-moi de souligner la présence du Secrétaire général de l'ONU à la Conférence, ainsi que le message urgent qu'il a adressé à ses membres lors de la séance inaugurale du 23 janvier dernier. Nous souscrivons pleinement à ses propos, considérant qu'il est essentiel que la Conférence du désarmement retourne à ses racines, autrement dit qu'elle recommence à exercer ses fonctions d'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement et évite ainsi un sérieux discrédit.

Nous estimons avoir passé suffisamment de temps à réaffirmer notre volonté politique de sauver la Conférence de la crise. Il est maintenant temps de traduire cette volonté politique dans les faits pour permettre à cette instance de se remettre au travail.

Au fil des ans, la délégation colombienne a participé, en toute souplesse et de façon constructive, aux efforts menés pour trouver des solutions susceptibles de nous permettre de surmonter nos différences. C'est ainsi que nous avons joué un rôle actif dans l'élaboration de la proposition des cinq ambassadeurs et que nous avons, au cours de ces deux dernières années, appuyé les efforts de la plate-forme présidentielle.

Je saisis cette occasion de souligner le rôle joué l'année dernière par les six Présidents qui, par leurs efforts, ont pu nous soumettre le document L.1. Il convient aussi de souligner le travail accompli par les coordonnateurs, qui ont ouvert de nouvelles possibilités de débattre de différentes questions.

L'année dernière, la Colombie a été au nombre des délégations qui ont apporté leur appui au projet de décision contenu dans le document L.1, un document approuvé par la majorité des membres de la Conférence. Cette année, nous considérons que le document L.1 représente un bon point de départ pour engager des consultations en vue de parvenir à un consensus et à l'ouverture de négociations.

Pour cette raison, une des questions auxquelles la Colombie attache une importance élevée est celle de l'ouverture de négociations sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour des armes nucléaires, une mesure qui contribuerait de façon significative au renforcement de la sécurité internationale. Nous pouvons affirmer que la Conférence du désarmement est prête à relever ce défi et que nous devons engager ce processus rapidement. Parallèlement, nous pouvons progresser sur les autres points mentionnés dans le document L.1, qui sont de même importance pour le désarmement et la non-prolifération.

Mon pays a toujours prôné une politique de désarmement général et complet, affirmant, que ce soit au niveau bilatéral ou devant les instances sous-régionales, régionales et mondiales, que l'élimination complète des armes nucléaires était le seul moyen de garantir la disparition du risque de guerre nucléaire et d'éviter la prolifération et ses conséquences incalculables.

Pour cette raison, je suis en mesure – et c'est un honneur pour moi – d'informer la communauté internationale qu'il y a deux jours, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, la Colombie a déposé l'instrument de ratification du Traité d'interdiction complète

(M. Ferero Ucross, Colombie)

des essais nucléaires. C'est là un signe de plus qui témoigne de l'attachement de mon pays à la paix et à la sécurité internationales.

Pour la Colombie, il importe également de traiter les autres questions afférentes au désarmement et à la sécurité internationale. C'est pourquoi nous nous sommes attachés à promouvoir la mise au point et l'exécution du Programme d'action pour prévenir, combattre et éradiquer le commerce des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects. Depuis des années, la Colombie lutte vaillamment contre la menace terroriste émanant de groupes armés illégaux qui se procurent des armes en grandes quantités au marché noir et en détournant les transferts nationaux. Une telle situation impose à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour traiter le problème des acteurs non étatiques armés et éviter les graves conséquences de leurs actes sur les populations civiles et les institutions démocratiques.

Notre pays a également progressé dans la destruction d'armes. À ce jour, plus de 18 000 armes restituées par les forces paramilitaires démantelées ont été détruites sous le contrôle de l'Organisation des États américains. Nous intensifierons notre effort afin de saisir et détruire les armes actuellement aux mains de groupes illégaux.

La Colombie est un des pays les plus touchés par les mines antipersonnel, les groupes armés illégaux continuant à employer ces dispositifs, qui frappent les civils et retardent le développement économique et social des communautés touchées.

Soucieuse de respecter les objectifs énoncés dans les dispositions de la Convention d'Ottawa, la Colombie souhaite, comme vous le savez, accueillir la deuxième conférence d'examen de cet instrument, prévue pour le deuxième semestre de l'année 2009.

En tant que pays touché par les mines, nous espérons que la communauté internationale choisira notre pays pour accueillir cet événement qui sera historique, puisqu'il marquera le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention, et puisque, dans ce cas, la Colombie serait le premier pays d'Amérique du Sud à accueillir une rencontre organisée dans le cadre de la Convention.

Le PRÉSIDENT: Je remercie la distinguée Ambassadrice de la Colombie pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Maroc.

M. ABDERRAZAK (Maroc): Monsieur le Président, c'est pour ma délégation un grand plaisir et un honneur de vous voir à la présidence de la Conférence du désarmement. L'attachement de votre pays aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et son engagement à continuer à apporter sa contribution à tous les efforts qui visent à consolider la paix et la sécurité internationales sont partagés par le Royaume du Maroc. Il m'est également agréable de vous féliciter pour les initiatives que vous avez prises par le biais des consultations ouvertes à tous, tant à New York qu'ici à Genève, afin de faciliter le dialogue entre les États membres et les encourager à trouver un terrain d'entente dans une instance que les divergences de vues ont empêché d'avancer depuis une décennie. Nous sommes convaincus que votre engagement personnel ainsi que votre tact diplomatique permettraient de progresser dans les travaux de la Conférence du désarmement que nous considérons comme l'unique instance

(M. Abderrazak, Maroc)

multilatérale de négociation sur le désarmement. Notre conviction est encore confortée par les récentes déclarations des différents groupes régionaux et par la participation à la session de 2008 de grandes personnalités, l'espoir étant que la Conférence sortira de l'inertie de ces dix dernières années et se mettra en mouvement. Cet espoir est nourri par les efforts qui ont été déployés par les Présidents de 2007 à qui nous adressons nos félicitations. L'adoption de l'ordre du jour pour la session de 2008 devrait favoriser un véritable lancement de travaux approfondis à la Conférence du désarmement. Ma délégation se félicite du nombre important de pays qui ont souhaité participer aux travaux de la Conférence en tant qu'observateurs, ce qui témoigne du regain d'intérêt de la communauté internationale pour les questions relatives au désarmement.

Dans la déclaration liminaire qu'il a faite devant notre Conférence, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a fait observer que nous devons avancer parce qu'un désarmement concerté préviendra une course aux armements et la suspension de la course aux armements permettra de consacrer les ressources ainsi épargnées à la réalisation des objectifs du Millénaire. Ma délégation ne peut que partager la conviction du Secrétaire général et lancer un appel aux États membres pour qu'ils transcendent les clivages et s'engagent dans de véritables discussions sur les quatre questions de l'ordre du jour que sont le désarmement nucléaire, les garanties de sécurité négatives, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et la cessation de la production des matières fissiles.

Les progrès réalisés dans les travaux de la Conférence du désarmement grâce à la présentation du projet des Présidents L.1 ainsi qu'à la déclaration présidentielle et aux autres documents présentés à la Conférence ont apporté une lueur d'espoir d'un véritable démarrage des travaux. Il nous faut maintenant tous consolider les acquis et aller de l'avant en prenant en considération les intérêts de tous les membres. Concentrons-nous sur ce qui nous unit et discutons pour aplanir nos divergences. Lors de l'adoption de l'ordre du jour le 23 janvier dernier, il a bien été précisé que chaque État membre avait la possibilité de soumettre à l'appréciation des autres membres toute question qu'il jugerait nécessaire pour enrichir le débat au sein de la Conférence du désarmement. Partant de ce postulat, nous devons commencer à travailler sans plus nous attarder sur des discussions qui ont montré leurs limites durant les dix dernières années écoulées. Les défis auxquels nous sommes appelés à faire face de manière concertée sont bien trop grands pour que nous puissions continuer individuellement à colmater les brèches.

Ma délégation attache une importance particulière à l'application et au respect des dispositions du Traité sur la non-prolifération nucléaire et à son universalité. Les résultats de la Conférence d'examen du TNP de 2000, qui avait donné une impulsion significative à la non-prolifération nucléaire par la prorogation indéfinie du TNP et la mise en place des garanties de sécurité négatives ainsi que la destruction progressive des arsenaux nucléaires, sont devenus des souvenirs lointains et l'échec constaté de la Conférence d'examen de 2005 est venu saper tous les espoirs de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. Ceci a exacerbé les tensions dans un monde en proie au terrorisme et aux extrémismes de tous genres. La mise en place de zones exemptes d'armes nucléaires, notamment au Moyen-Orient, demeure un moyen essentiel pour parvenir à la non-prolifération nucléaire et, par là, au désarmement nucléaire.

(M. Abderrazak, Maroc)

L'absence de progrès dans la mise en place d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes continue de susciter l'inquiétude de mon pays qui appelle de ses vœux la conclusion rapide d'un accord sur cette question.

L'approbation par le Royaume du Maroc de la Déclaration de principes de l'Initiative globale pour combattre le terrorisme nucléaire ainsi que son acceptation du Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives démontrent, si besoin est, l'engagement de mon pays à lutter contre toutes les formes de terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive, dont les armes radiologiques ou ce qu'il est convenu d'appeler les bombes sales. Cependant, mon pays demeure convaincu que l'efficacité de la lutte contre ce type d'armement est subordonnée à son universalité. Il est donc urgent d'œuvrer pour l'universalisation des instruments de sûreté et de sécurité des sources radiologiques et de réaffirmer le rôle central de l'Agence internationale de l'énergie atomique en matière de sûreté et de sécurité nucléaires tout en garantissant l'utilisation légitime de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Le Royaume du Maroc encourage l'engagement de négociations sérieuses et transparentes pour l'élaboration d'un instrument multilatéral universel et non discriminatoire qui interdirait de manière effective et vérifiable la production des matières fissiles à des fins militaires. Il demeure cependant flexible sur les résultats de ces négociations. Il est également important de s'atteler à la négociation d'un instrument sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

En conclusion, Monsieur le Président, je tiens à vous assurer du soutien de ma délégation dans l'accomplissement de votre noble tâche si ardue et à affirmer l'appui de ma délégation à la déclaration prononcée au nom du Groupe des 21 par l'Ambassadeur et Représentant permanent de Sri Lanka.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant du Royaume du Maroc pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole à la distinguée représentante du Mexique.

M^{me} GÓMEZ OLIVER (Mexique) (parle en espagnol): Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de cette instance et de vous assurer que ma délégation entend coopérer de toutes les manières possibles avec vous et les autres membres de la plate-forme présidentielle dans l'accomplissement de vos tâches. J'aimerais également, pour mémoire, exprimer la gratitude du Mexique à la Tunisie pour son engagement confirmé en faveur des objectifs de cette instance, engagement dont témoignent ses actes et aussi la participation de son Ministre des affaires étrangères à la séance inaugurale de la session de cette année.

Ma délégation souscrit pleinement à la déclaration faite tout à l'heure par la délégation argentine au nom des États d'Amérique latine et des Caraïbes membres de la Conférence du désarmement et aussi au nom du Costa Rica, du Guatemala et de la République dominicaine, pays de notre région qui participent aux travaux de cette instance en tant qu'observateurs.

(M^{me} Gómez Oliver, Mexique)

Nous approuvons et remercions les six présidents pour le calendrier des activités qui nous a été proposé et pour la désignation des sept coordonnateurs qui présideront à nos discussions sur les différents points de l'ordre du jour. À ce propos, nous sommes particulièrement satisfaits de noter qu'à la présidence comme au sein du groupe des coordonnateurs l'Amérique latine sera si brillamment représentée par le Venezuela et le Chili, auxquels nous affirmons notre appui, de même qu'aux autres présidents et coordonnateurs.

Divers États membres de la Conférence ont, au cours des dernières années écoulées, fait preuve de beaucoup d'initiative et d'imagination afin de créer des conditions qui nous permettent enfin de centrer notre attention sur l'immense responsabilité qui nous incombe envers la communauté internationale et de faire des progrès effectifs dans la négociation de traités de désarmements. Ces efforts dévoués et infatigables nous ont permis, après dix années de blocage, de tirer parti du très commode mécanisme des six présidents de l'année et de voir désigner des coordonnateurs qui, du moins, nous permettront d'échanger nos points de vue concernant les questions de fond dont nous sommes saisis.

Ma délégation ne cherche en aucune façon à minimiser l'importance des activités menées ces dernières années par la Conférence, et encore moins à se départir du sentiment de gratitude que méritent incontestablement tous les États qui ont manifesté un véritable engagement aux objectifs et à la responsabilité inhérents à leur appartenance à la Conférence du désarmement, dont les hauts faits, comme l'a rappelé le Secrétaire général M. Ban Ki-moon il y a quelques jours, appartiennent malheureusement au passé.

Au contraire, le Mexique tient à former le vœu que la présence du Secrétaire général dans cette salle et le message important qu'il a adressé à la Conférence réveilleront nos consciences et susciteront un regain de volonté politique qui aboutira non seulement à l'adoption du programme de travail, mais aussi à des progrès tangibles qui conforteront la Conférence dans son rôle d'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement.

L'année dernière, il a été particulièrement décevant de constater que, malgré le soutien de l'immense majorité des membres de la Conférence pour la proposition présidentielle contenue dans les documents L.1, CRP.5 et CRP.6, une poignée de délégations a empêché la Conférence de faire un pas important en adoptant son programme de travail et de mettre un terme à la période que nous vivons tous ici pour nous concentrer sur l'obtention de résultats qui répondent aux attentes de la communauté internationale.

Quoique ne reflétant pas complètement le point de vue de ma délégation, qui considère le désarmement nucléaire comme la première des priorités à notre ordre du jour, cette proposition présidentielle a reçu le soutien du Mexique. Nous réaffirmons aujourd'hui ce soutien, convaincus que cette proposition reflète une approche réaliste et offre un bon point de départ pour édifier le consensus tant attendu dont nous avons besoin pour commencer à travailler sur la priorité véritable que constitue l'élargissement et le renforcement du mécanisme international de désarmement, dont la mise en œuvre effective jouera un rôle déterminant dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Ne gâchons pas cette nouvelle occasion qualifiée d'historique par le Secrétaire général dans son message à la Conférence, et adoptons cette proposition présidentielle. Suivant la

(M^{me} Gómez Oliver, Mexique)

souplesse qui a caractérisé sa participation aux travaux de la Conférence, le Mexique affirme que la prise en considération de la proposition présidentielle n'exclut pas la possibilité d'étudier les initiatives nouvelles et constructives susceptibles de nous aider à surmonter la situation critique que nous connaissons. Toutefois, la multiplication des initiatives ne devra pas se substituer à la volonté politique et à l'esprit de compromis que certaines délégations ont été réticentes à adopter ces dernières années.

Soyez assuré que le Mexique est disposé à contribuer de façon positive et à tout moment à la création de conditions qui permettent à la Conférence du désarmement de jouer à nouveau le rôle essentiel auquel elle est destinée au sein de la communauté internationale.

Nous espérons que la démarche en faveur d'un consensus tendra vers cet objectif. Faisons en sorte que la quête d'un consensus ne soit plus invoquée pour dissimuler des intérêts contraires aux principes et objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies, dont le respect conditionne, en fin de compte, tous les espoirs concernant l'avenir de l'humanité.

Le PRÉSIDENT: Je remercie la distinguée représentante du Mexique pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de l'Indonésie.

M. TAVARES (Indonésie) (parle en anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, ainsi que les autres présidents de cette année, d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement. Je suis convaincu que votre détermination permettra de prolonger les résultats atteints jusqu'à présent. Soyez assuré de notre appui et de notre coopération indéfectibles. Je saisis également cette occasion de rendre hommage à vos prédécesseurs pour les efforts considérables qu'ils ont faits en 2007 en tant que présidents de cette instance. Ma délégation souscrit à la déclaration faite mardi dernier par Sri Lanka au nom du Groupe des 21.

L'Indonésie a toujours témoigné d'un engagement et d'un appui résolu aux efforts entrepris pour susciter des progrès vers un désarmement général et complet. Dans ce contexte, nous avons pris une part active à l'instauration d'une zone exempte d'armes nucléaires dans notre région, un effort qui s'est traduit, en 1995, par l'adoption du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. Pour donner à ce traité plus de poids devant l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Indonésie et les autres pays membres de l'ASEAN ont présenté un projet de résolution consacré à cet instrument. Fait encourageant, ce texte a bénéficié d'un appui massif et a été adopté. Il nous paraît essentiel d'entreprendre des efforts similaires pour adopter des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions.

Même si nous ne sommes pas parvenus à nos fins l'année dernière, nous avons tout de même progressé. Cependant, une approche globale et équilibrée n'en demeure pas moins essentielle. Nous ne pouvons nous saisir d'une question au détriment des autres. Toutes les questions sont interdépendantes et d'égale importance pour l'effort de désarmement mondial. Le meilleur moyen de progresser consiste à prendre en considération les préoccupations de tous les membres. C'est pourquoi un processus rigoureux de débat et de séances informelles mené dans un esprit de concertation, de compréhension et de flexibilité nous incitera à progresser.

(M. Tavares, Indonésie)

Par ailleurs, nous sommes tous d'accord pour dire, je crois, qu'il est temps d'entamer des négociations dans le but d'atteindre les objectifs pour lesquels la Conférence a été créée. Nous sommes déjà saisis d'un certain nombre de propositions. Il nous appartient à présent de faire preuve de détermination et de volonté politique pour aller de l'avant. Pour cette raison, je pense également que nous devons tendre constamment à faire de la Conférence une instance plus productive.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de l'Indonésie pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. BRASACK (Allemagne) (parle en anglais): J'ai demandé à prendre la parole pour féliciter d'abord la Colombie d'avoir adhéré au TICE, et aussi la Malaisie, qui a récemment adhéré à cet important instrument. Comme vous le savez – nous l'avons déjà dit et nous le redirons peut-être la semaine prochaine au cours de nos discussions – nous considérons le TICE, mais aussi la question d'un traité sur les matières fissiles, comme les deux grands enjeux actuels dont nous sommes saisis concernant le désarmement et la non-prolifération nucléaires, et nous voyons un certain lien logique, et même séquentiel entre ces deux enjeux. C'est donc là une mesure importante, et je félicite la Colombie et la Malaisie, les deux derniers États à avoir adhéré à cet important instrument. L'Allemagne certainement, mais il en va de même pour l'UE, espère qu'il deviendra universel dès que possible.

En deuxième lieu, je souhaite tout particulièrement saluer la déclaration faite par l'Argentine au nom de nombreux pays membres, car l'Allemagne aurait pu souscrire à chacun des mots employés, et même s'associer à ce groupe, s'il n'y avait pas eu d'obstacle géographique à cela. Nous sommes très favorables à cette déclaration et aussi très reconnaissants, car tous ces États avaient certes signé vendredi dernier une déclaration faite au nom d'un groupe plus nombreux de pays, mais le texte de la déclaration en question était moins précis et plus ambigu que celui de la déclaration d'aujourd'hui. Comme juriste, je sais qu'il existe une règle d'or selon laquelle les déclarations spéciales sont toujours plus significatives et pertinentes que les déclarations plus générales. C'est pourquoi j'accorde une importance toute particulière aux déclarations de ce type et à ceux qui y souscrivent.

En revanche, on ne peut en dire autant de la déclaration que nous avons entendue aujourd'hui de la part de la délégation syrienne. En effet, je me pose certaines questions, même si je ne pense pas que ces questions trouveront de réponses d'ici la fin de notre séance d'aujourd'hui.

En premier lieu, j'aimerais dire que l'Allemagne respecte et apprécie beaucoup les efforts faits par la délégation syrienne l'année dernière, alors qu'elle présidait la Conférence, pour nous conduire sans trop de difficultés vers l'adoption d'un rapport satisfaisant et riche. Nous sommes vraiment reconnaissants.

En introduction à cette déclaration, il a été dit que cette fois les coordonnateurs avaient été désignés en appliquant une bonne répartition géographique, ce qui, d'une manière ou d'une autre, implique qu'en 2007, tel n'était pas véritablement le cas. Certes, on peut débattre de ce genre de choses, mais je pars du principe que les coordonnateurs ont été désignés par l'ensemble

(M. Brasack, Allemagne)

des membres de la plate-forme présidentielle, dont la Syrie faisait incontestablement partie. Je me demande donc s'il existe vraiment une insatisfaction concernant la répartition géographique appliquée l'année dernière. On peut en débattre. Pourquoi les présidents de l'époque, Syrie comprise, ont-ils pu, dans ce cas, se mettre d'accord?

Il a par ailleurs été dit dans cette déclaration – et je ne puis qu'approuver ce genre de phrase – que nous devons poursuivre le travail commencé jusqu'à présent (ce qui veut dire l'année dernière, je crois), et ce travail, aux yeux de cette délégation comme aux yeux de beaucoup d'autres, je crois, désigne plus spécifiquement la proposition présidentielle. Pourtant, plus loin, la délégation syrienne a dit que les quatre questions devaient être traitées à importance égale, une expression qui, certes, a été employée l'année dernière par un État membre pour s'opposer à cette même proposition, présentée l'année dernière aussi par la Syrie je crois. Je crois que la proposition a été présentée l'année dernière par l'ensemble de la plate-forme présidentielle. Je ne vois pas très bien la cohérence de tout cela.

Plus loin dans la déclaration, une autre chose mérite particulièrement d'être soulignée. La délégation syrienne s'est adressée à une délégation en particulier dans cette salle, et est revenue sur le thème abordé vendredi dernier. Elle a dit que cela ne relevait pas du mandat de la Conférence. Je crois que cela revient à un abandon de la plate-forme sur la base de laquelle nous travaillons tous ici, car lorsque nous avons adopté l'ordre du jour l'année dernière, puis cette année (c'était vendredi dernier, il y a une séance à peine), il a été dit – et tel est l'objet de l'accord – que toute question considérée par une délégation comme arrivée à maturité pour cette instance pouvait être abordée. Ainsi, toutes les questions qui sont proposées relèvent du mandat, puisque vous le dites. Je n'ai donc pas bien compris ces observations, et il est certain que celles qui ont suivi n'ont à mon sens pas leur place ici. La délégation syrienne a donc fait exactement ce qu'elle incriminait: elle a politisé cette instance.

J'ai donc demandé la parole pour ne pas donner l'impression que nous approuvions silencieusement ce genre de choses. Je crois qu'il fallait le dire ici. On ne peut faire ce genre de déclaration sans susciter de réaction.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de l'Allemagne et je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Fédération de Russie.

M. SEMIN (Fédération de Russie) (parle en russe): Monsieur le Président, j'aimerais dire quelques mots à propos de l'organisation de nos séances et du calendrier que vous nous avez soumis mardi. Je souhaite vous rappeler que le distingué représentant de l'Allemagne, l'Ambassadeur Brasack, a souligné qu'il serait peut-être souhaitable de reporter à une date ultérieure les discussions officielles au titre du point 3 de l'ordre du jour (à savoir l'espace) prévues pour le 7 février, et de laisser passer le 12 février, date à laquelle le projet de traité sur la prévention du déploiement d'armes dans l'espace doit être présenté. Cette suggestion de l'Ambassadeur Brasack nous semble raisonnable. Il est en effet évident que si cette première série de discussions intervient après la présentation du projet de traité, l'intérêt ne pourra en être que renforcé.

Dans ce contexte, nous vous invitons à examiner la possibilité de reporter cette série de discussions du 7 au 14 ou au 15 février, ou de décaler toutes les discussions prévues pour

(M. Semin, Fédération de Russie)

la semaine 3, de reporter d'une semaine l'ensemble des négociations officielles, puisque la semaine 7, qui est incomplète, nous le permet.

Nous avons examiné la question avec le coordonnateur pour le point 3, avec le Canada, et nous vous avons informé de notre intention de faire cette déclaration. Nous vous invitons à y réfléchir, et demandons, par votre intermédiaire, aux autres présidents de la session de réfléchir à la façon de simplifier notre calendrier.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de la Fédération de Russie et l'informe que la présidence est ouverte à toutes les suggestions et va les étudier. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la République arabe syrienne.

M. HAMOUI (République arabe syrienne) (parle en arabe): J'aurais aimé faire aujourd'hui une déclaration générale sur les activités de la Conférence, ces résultats de l'année dernière et nos espoirs pour cette année. Cependant, j'ai été frappé par la déclaration faite mardi par le représentant d'Israël, qui s'est érigé en juge accusant notre pays de terrorisme et a mentionné la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité comme si nous nous étions trouvés dans la salle du Conseil de sécurité. De tels propos sont complètement en dehors du cadre du mandat de la Conférence du désarmement. Le représentant de l'Allemagne le sait très bien, les 192 États du monde ne sont toujours pas parvenus à définir le terrorisme, ce qui n'empêche pas le représentant d'un État qui pratique le terrorisme d'État de venir nous dire qui est terroriste, qui soutient le terrorisme, et qui n'est pas terroriste. Nous ne sommes pas ici pour discuter des résolutions du Conseil de sécurité. Nous sommes ici pour parler de désarmement, un thème qui doit constituer notre unique sujet de préoccupation. Notre attention doit être exclusivement centrée sur les efforts de la Conférence du désarmement.

Le PRÉSIDENT (parle en arabe): Je remercie le représentant de la République arabe syrienne.

(L'orateur poursuit en français)

Je donne maintenant la parole au distingué représentant d'Israël.

M. ITZCHAKI (Israël) (parle en anglais): Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter une nouvelle fois de la façon dont vous vous acquittez de la présidence de la Conférence.

Nous n'avons pas l'intention de prendre la parole ce matin, mais je crois que nous nous éloignons vraiment beaucoup de l'objet de la Conférence du désarmement. D'une certaine façon, nous ne sommes pas surpris de ce que la République arabe syrienne et une autre délégation aient choisi de prendre la parole pour revenir sur notre déclaration. Depuis que j'ai rédigé ma déclaration, je ne me souviens pas avoir cité le nom d'un seul État, et le fait même que ces délégations prennent la parole et réagissent de la sorte soulève une question: pourquoi une telle réaction à la seule mention d'un simple fait décrit non seulement dans cette salle, mais aussi dans le monde entier?

(M. Itzhaki, Israël)

On dit que sous le chapeau du criminel, il y a toujours un criminel qui sommeille, ce qui signifie que ces délégations auraient mieux fait de garder le silence au lieu d'exiger des autres États qu'ils gardent le silence et renoncent à faire état de vives préoccupations concernant leur propre sécurité. Je suis totalement d'accord pour dire qu'une fois adoptés l'ordre du jour et la déclaration présidentielle, chaque État pourra soumettre la question de son choix à l'examen de la Conférence.

C'est ce que nous avons l'intention de faire, c'est ce que nous continuerons de faire.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant d'Israël pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Chine.

M. WANG (Chine) (parle en chinois): Permettez-moi tout d'abord, au nom de la délégation chinoise, de féliciter chaleureusement ma voisine, la représentante de la Colombie, à l'occasion de la ratification par son pays du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. C'est là un événement réjouissant. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires porte sur les mêmes enjeux que ceux dont se préoccupe la Conférence du désarmement: ce sont deux composantes importantes de l'effort de limitation des armements et du régime de désarmement et de non-prolifération. Nous espérons que des progrès substantiels pourront être faits dans ces différents domaines.

Comme je l'ai déjà fait observer dans ma déclaration en séance plénière, la Chine a toujours adopté une attitude constructive s'agissant des travaux de la Conférence du désarmement, et nous espérons que la Conférence sera très bientôt capable de faire de réels progrès et de commencer un travail de fond. De même, en ce qui concerne le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, nous avons toujours fait preuve d'une attitude très constructive.

Bien que la question de la ratification de cet instrument est encore à l'étude à Beijing, je suis heureux de vous informer que nous avons fait, eu égard à ce Traité, des progrès substantiels dans des domaines tels que la construction et la certification des stations, un système international de surveillance, la transmission des données et les inspections sur place. En d'autres termes, même si la ratification du Traité est encore à l'étude, nous sommes en fait déjà allés au-delà des exigences du Traité, ce qui démontre à l'évidence l'engagement des autorités de Beijing en faveur de cet instrument.

En résumé, la Chine a toujours suivi sa démarche propre en ce qui concerne le processus international de limitation des armements et de désarmement, et elle a contribué à ce processus selon ses propres voies. Nous espérons que cet effort se traduira dans le dynamisme retrouvé de la Conférence. La Chine est disposée à travailler avec les autres parties concernées pour promouvoir la Conférence du désarmement et les autres efforts de désarmement, dans l'espoir de faire des progrès sur le fond à la date la plus rapprochée possible.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de la Chine pour sa déclaration. Je n'ai plus d'autre orateur sur ma liste. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Je donne maintenant la parole au distingué Ambassadeur des Pays-Bas.

M. LANDMAN (Pays-Bas) (parle en anglais): Je voudrais aussi, au nom des Pays-Bas, féliciter chaleureusement la distinguée Ambassadrice de la Colombie de la nouvelle importante que constitue la ratification par son pays du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. C'est à juste titre que mon collègue allemand a précisé que cette nouvelle intervenait à la suite de la ratification importante de cet instrument par la Malaisie, nouvelle qui implique que, désormais, seuls deux des grandes Puissances signataires d'Asie n'ont pas encore ratifié le Traité. C'est pour cette raison aussi que je me félicite de la déclaration encourageante du distingué représentant de la Chine. En fait, avec ces deux ratifications récentes, le nombre de pays restants visés à l'annexe 2 ne comporte plus deux, mais un seul chiffre, puisqu'ils ne sont désormais plus que 9 à devoir ratifier le Traité pour permettre son entrée en vigueur. C'est là une nouvelle très encourageante.

Puisque j'ai la parole, je profite de l'occasion pour remercier le secrétariat de l'initiative judicieuse qu'il a prise de distribuer cette note en même temps que le questionnaire concernant les souhaits des délégations s'agissant du nombre d'exemplaires. Je crois comprendre que cette initiative a été prise en réaction à une remarque que j'avais faite lors de notre précédente séance, et j'espère que tous les collègues ici présents ont bien rempli ce questionnaire. Je crois que la question est simple. Il s'agit de savoir si vous voulez un exemplaire ou davantage. Pour notre part, par exemple, nous ne voulons qu'un seul exemplaire et quelques autres si nous en faisons la demande, étant entendu que si un exemplaire est distribué dans la salle du Conseil, nul n'est besoin d'en distribuer dans nos casiers. J'espère que cet exemple sera source d'inspiration pour d'autres, et je compte bien, à la fin de l'année, demander au secrétariat le montant des économies ainsi réalisées.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant des Pays-Bas pour son intervention. Nous sommes très sensibles à ses questions et à ses préoccupations.

Merci Monsieur l'Ambassadeur. Aucune autre délégation ne souhaite prendre la parole. Je voudrais maintenant inviter la Conférence à examiner une nouvelle demande reçue d'un État qui n'est pas membre de la Conférence et qui souhaite participer à nos travaux en qualité d'observateur durant la présente session. Cette demande, reproduite dans le document CD/WP.547/Add.2, émane de la Jordanie. Puis-je considérer que la Conférence décide d'inviter la Jordanie à participer à ses travaux conformément au règlement intérieur?

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT: Nos travaux sont ainsi terminés pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le mardi 5 février 2008 à 10 heures dans la Salle du Conseil. Nous recevrons ce jour-là le Ministre de la défense du Royaume-Uni. Outre cette importante visite, nos travaux continueront pendant la matinée.

La séance est levée à 11 h 35.